

LA DÉFENSE DE L'EUROPE : DILEMME POUR BUSH ET DUKAKIS

Le prochain président des États-Unis héritera de dilemmes compliqués n'annonçant rien de bon pour les alliés européens.

PAR GREGORY F. TREVERTON

LES RELATIONS ENTRE LES États-Unis et leurs alliés européens ne sont pas au beau fixe, mais elles ne sont pas mauvaises. Au premier coup d'oeil, on pourrait penser que le prochain président bénéficiera de relations harmonieuses avec l'Europe de l'Ouest. Mais si l'on va au-delà des apparences, on verra surgir, après quelques mois, plusieurs dilemmes qui influenceront directement sur l'avenir à long terme de l'Alliance atlantique.

Au tout début de la campagne électorale, on a constaté avec surprise que les candidats s'abstenaient de parler du partage du fardeau que représente la défense de l'Europe; c'est pourtant un thème qui n'est pas récent. Peu importe que la présidence aille à George Bush ou à Michael Dukakis, le problème consistera à endiguer les remous politiques que la question suscitera aux États-Unis mêmes. Au cours des dernières années, le Congrès a à maintes reprises exhorté l'Europe à faire davantage pour assurer sa propre défense, et il a alors exercé en ce sens une coercition plus ou moins déguisée. Il n'y a rien de nouveau là-dedans : le Congrès invite les Européens à manifester une vaillance plus affirmée, depuis au moins l'époque des initiatives parrainées par le sénateur Mike Mansfield, à la fin des années 1960. Rien n'a beaucoup changé depuis lors, sauf que les exhortations n'émanent pas des mêmes sources. Dans les années 1960, les pressions exercées sur les Européens venaient surtout de la gauche, c'est-à-dire des gens selon qui les États-Unis avaient contracté trop d'engagements dans trop d'endroits différents, ou pour qui la présence de 300 000 soldats américains en Europe était anachronique, même alors. Aujourd'hui, cependant, toutes les formations politiques élèvent la voix, notamment celles de la droite.

Plus particulièrement, il est maintenant de mise de faire valoir qu'étant donné leurs déficits budgétaire et commercial et leur productivité fléchissante, les États-Unis ne peuvent plus se permettre de respecter leurs engagements à l'échelle de la planète. Paul Kennedy est le principal avocat de ce point de vue, et David Calleo l'applique plus expressément à l'Alliance atlantique. Cette attitude égoïste n'a aucun sens sur le plan économique, car moyennant une bonne gestion financière, rien ne peut expliquer pourquoi les États-Unis ne sont pas en mesure de consacrer 6 p. 100 de leur produit national brut (PNB) à la défense, tout en améliorant la qualité de vie. Après tout, ce pourcentage n'est pas élevé pour ce pays, si l'on se fie aux données historiques : il correspond environ à ce que le pays réserve à l'éducation et aux deux tiers de ce qu'il consacre aux soins de santé. En outre, de 1980 à 1986, tandis que le budget de la défense grandissait par rapport au PNB et passait de 5,2 à 6,6 p. 100 de ce dernier, le taux de consommation réel par habitant s'est élevé à 15 p. 100.

À l'analyse, on constate que les forces américaines ne coûtent pas beaucoup plus cher à maintenir en Europe; il en coûterait certainement beaucoup plus pour les rapatrier, car il faudrait alors aménager des installations pour les accueillir aux États-Unis. Par conséquent, on ne ferait des économies en retirant les troupes d'Europe que si elles étaient démobilisées purement et simplement.

Pourtant, cette analyse n'a rien à voir avec la dimension politique de la question. Nonobstant le dernier scandale relatif aux contrats d'acquisition, des armes sont fabriquées dans les districts de certains membres du Congrès. Et les bases militaires offrent des emplois là où elles existent. En revanche, les

troupes stationnées à l'étranger n'appartiennent à aucune circonscription en particulier; les soldats peuvent voter, mais la plupart ne choisiraient pas de rester outre-mer. C'est pourquoi ces troupes représentent une cible tentante pour quiconque veut réduire les budgets, peu importent les réalités économiques. Le nouveau gouvernement devra donc se demander jusqu'à quel point il se soucie de ces pressions en particulier, et surtout de celles que le Congrès exerce.

UNE DEUXIÈME QUESTION SE POSE, toute considération économique mise à part : jusqu'à quel point exercera-t-on des pressions politiques sur le prochain gouvernement pour qu'il réduise le budget du Pentagone ? Depuis quelques années, les dépenses militaires diminuent de 2 à 3 p. 100 par année en termes réels; on peut donc en déduire que cette tendance se maintiendra. Des coupures de cette envergure limiteraient la modernisation et, si l'on se fie à l'histoire, elles porteraient atteinte à l'état de préparation, mais elles n'obligeraient pas les États-Unis à diminuer leurs effectifs en Europe.

Avant la fin du premier mandat d'un gouvernement Bush ou Dukakis, toujours selon les tendances historiques, les dépenses militaires augmenteront de nouveau par suite d'un événement quelconque ou parce que, dans les milieux politiques, on éprouvera le sentiment que les États-Unis baissent leur garde. Les perspectives encourageantes de limitation des armements, renforcées par le facteur Gorbatchev, pourraient bien faire mentir l'histoire, mais celle-ci offre aussi une conclusion paradoxale à caractère partisan : les budgets de défense risquent d'être moins élevés si M. Bush, et non M. Dukakis, accède à la présidence. Ce dernier devra essayer les attaques de ceux qui critiqueront

son manque de fermeté, surtout s'il favorise à fond la limitation des armements stratégiques et donne suite à ses intentions déclarées d'annuler de grands programmes nucléaires; il devra dès lors prouver que la défense lui tient vraiment à coeur.

UNE TROISIÈME QUESTION SE POSE : liera-t-on entre eux le fardeau de la défense et le commerce entre l'Amérique et l'Europe ? Dans son malencontreux discours de 1973 sur l'«Année de l'Europe», Henry Kissinger a affirmé que les dimensions politique, militaire et économique des relations transatlantiques sont liées entre elles par la réalité, et non par nos choix ou parce qu'à des fins tactiques on cherche à troquer tel aspect pour tel autre. À cette époque-là, les Européens ont pensé qu'il voulait dire le contraire de ce qu'il énonçait, à savoir que Washington allait user de son influence dans le domaine de la sécurité pour arracher des concessions économiques à ses partenaires.

Jusqu'ici, et c'est un aspect intéressant, ces recoupements ne se sont pas produits. Les alliés se sont préoccupés séparément des réalités économiques et des questions de défense, et des groupes distincts d'experts ont été affectés à chaque domaine. Tout compte fait, ce cloisonnement a bien servi les intérêts de l'Alliance. Les alliés ont discuté ou de la sécurité, ou de l'économie, mais surtout en fonction des mérites propres à chacune. Ils ont mieux réussi à comprendre les questions débattues et à mener leur propre barque politique que si des liens explicites avaient été créés entre la défense et l'économie. Au fil du processus, les Européens en sont venus à accepter sans trop s'en faire l'existence d'un lien tacite entre la dimension économique et la présence des forces américaines en Europe: normalement, cette relation semble correspondre à un